

ARRÊTÉ N°A2024-138

Autorisant l'ouverture d'un établissement recevant du public (ERP)
Extension de l'hôpital Intercommunal Soultz-Issenheim

Le Maire de la Ville d'Issenheim

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.111-8-3, R.111-19-11 et R. 123-46 ;
- VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- VU l'arrêté du ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- VU l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les ERP et les installations ouvertes au public (IOP) lors de leur construction, leur création ou leur modification ;
- VU l'avis favorable en date du 4 février 2021 de la sous-commission départementale pour la sécurité ERP-IGH ;
- VU l'avis favorable avec prescriptions en date du 23 février 2021 de la commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;
- VU le rapport de visite de réception et périodique de la commission de sécurité en date du 17 mai 2024 ;

ARRÊTÉ

ART. 1 : L'établissement Hôpital Intercommunal Soultz-Issenheim – EHPAD Maison Zimmermann de type J, R et de 4^e catégorie sis 23 quai de la Lauch est autorisé à ouvrir au public.

ART. 2 : Cette autorisation est subordonnée à la réalisation des prescriptions suivantes dans les délais impartis.

Anciennes prescriptions maintenues ou reformulées

- 1) Faire vérifier l'installation de désenfumage qui présente des débits d'extraction réduits (Article R 143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation). **RAPPEL**
- 2) Isoler la conduite de gaz qui transite par un local à risques particuliers (local stockage) sans le desservir, elle devra être protégée par un coffrage coupe-feu de degré une heure, ventilé à au moins à l'une de ces extrémités sur un espace ne présentant pas de risques particuliers d'incendie (Article GZ 17 §2). **RAPPEL**
Une autre solution consiste à revoir les zones de stockage du sous-sol en utilisant des locaux non traversés par la conduite de gaz.

- 3) Fournir une attestation de vérification et de bon fonctionnement de la friteuse maintenue en service. Elle doit être contrôlée annuellement (Article GC 21 §2).

Nouvelles prescriptions émises lors de la visite

Visite de réception :

- 4) Remédier au défaut (MD 30) constaté sur le tableau de signalisation de l'alarme incendie (Article MS 68)

Visite périodique :

- 5) Désigner nominativement un responsable unique de sécurité responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation et de l'observation des conditions de sécurité tant pour l'ensemble des exploitations (EHPAD et crèche) que pour chacune d'entre elles (Article R.143-21 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 6) Lever les observations édictées dans les rapports de vérification des installations électriques. A l'issue, transmettre une attestation justifiant de leur réalisation (Article EL 18).
- 7) Noter dans le registre de sécurité les contrôles des dispositifs d'éclairage de sécurité réalisés en interne (Article R.143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 8) Lever l'observation constatée suite au contrôle électrique du groupe électrogène (Article EL 18).
- 9) Faire vérifier annuellement les installations de désenfumage mécanique et notamment les débits d'extraction, afin de s'assurer de leur bon état de fonctionnement (Article DF 10).
- 10) Lever les observations édictées dans le rapport de vérification triennale des installations du système de sécurité incendie et du désenfumage mécanique. A l'issue, transmettre une attestation justifiant de leur réalisation (Articles DF 10 §3 et MS 73 §1).
- 11) Faire vérifier annuellement les installations de chauffage, en particulier la chaudière au gaz n°2. Cette dernière doit être entretenue et maintenue en bon état de fonctionnement. A l'issue, transmettre une attestation justifiant de son bon état de fonctionnement (Article CH 57).
- 12) Lever l'anomalie relevée dans le dernier certificat de ramonage (Article CH 57).
- 13) Faire vérifier annuellement la friteuse maintenue en service. Elle doit être entretenue et maintenue en bon état de fonctionnement. A l'issue, transmettre une attestation justifiant du travail demandé (Article GC 21 §1).
- 14) Noter dans le registre de sécurité les exercices d'évacuation (Article R 33).
- 15) Lever les observations édictées dans les rapports de vérification des ascenseurs. A l'issue, transmettre une attestation justifiant de la réalisation des travaux (Article R.143-10 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 16) Régler le sélecteur de fermeture équipant le bloc-porte d'accès à l'escalier central depuis le 2ème étage (Article CO 44 §4).
- 17) Régler le bloc-porte de compartimentage de la zone des chambres (210 à 217). Il doit se fermer complètement (Article CO 44).
- 18) Déplacer le détecteur installé dans la circulation entre les chambres 212 et 215 de telle sorte qu'il soit placé directement en sous-face de la toiture (Article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 19) Réparer l'amenée d'air qui ne s'est pas ouverte lors de l'essai (Près de la chambre 212) (Article R.143-10 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 20) Supprimer le placard avec stockage de couches installé dans la circulation au 2ème étage (Article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 21) Installer un ferme-porte sur la porte d'accès au local vidoir du 2ème étage (Article CO 28).
- 22) Régler le bloc-porte de compartimentage situé près des chambres 201 et 219 de telle sorte que les deux vantaux soient, en position fermée, étanches au passage de fumées (Article CO 44).

- 23) Retirer le rideau installé devant l'amenée d'air du désenfumage de l'espace détente au 2^{ème} étage (Article R.143-41 du code de la construction et de l'habitation)
- 24) Installer une clé près de la porte d'accès au grenier du 2ème étage afin d'y accéder en cas de besoin (Article R143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 25) Réparer la porte d'accès au local reposoir situé au 1er étage (Article CO 27).
- 26) Poser un ferme-porte sur le local vidoir au 1er étage (proximité de la chambre 118) (Article CO 28).
- 27) Supprimer le stockage dans le placard situé entre les chambres 129 et 130 (Article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 28) Remplacer les serrures à clé par des verrous à molleton équipant les portes de sortie des salles d'activités dans le multi-accueil (Article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- 29) Régler le ferme-porte équipant la porte d'accès au local de stockage situé à côté du salon de coiffure (Article CO 28).
- 30) Obturer le passage de la conduite de gaz desservant la chaufferie (Article CO 28).

ART 3 : Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ART. 4 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Le Directeur de l'Hôpital Intercommunal de Soultz-Issenheim.

ART. 5 : Copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Haut-Rhin,
- Monsieur Le Major, Brigade de Gendarmerie de Soultz,
- Madame le Directeur de l'Hôpital Intercommunal Soultz-Issenheim,
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers d'Issenheim,
- Monsieur le Responsable du Service Technique de la Commune.

Fait à Issenheim le 22 juillet 2024,

Le Maire,

Marc JUNG

